

**Séance publique du 24 novembre 2022
à 18h**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-198

Motion

Motion sur les finances
locales

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	61
Pouvoirs	17
Pour	78
Contre	0
Abstention	0

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **18 novembre 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Jean-Marc Ambroise - Christine Aranéo - Marcel Augier - Jean-Jacques Banchet - Pierre Barnet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Jean-Yves Boire - Michelle Bouchet - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Philippe Chatre (*suppléant de Martine Roffat*) - Christine Chevillard - Patrick Collet - Aimé Combaret - Sandra Creuzet-Taite - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - Christian Dorange - David Dozance - Catherine Dufossé - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Jacky Geneste - Annie Gerenton - Gilles Goutaudier - Patricia Goutorbe - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Christelle Lattat - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Stéphane Mathias (*suppléant de Marie-Christine Bravo*) - Patrick Meunier - Véronique Mouiller - Pascal Muzart - Yves Nicolin - Yves Perrin - Philippe Perron - Marcel Peuillon - Éric Peyron - Serge Pralas - Didier Prunet - Vickie Redeuilh - Marie-Hélène Riamon - Alain Rossetti - Jean Smith - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

Certifié exécutoire	28/11/2022
Reçu en Préfecture	28/11/2022
Publié	28/11/2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Franck Beysson			Christine Chevillard
Romain Bost			Maryvonne Loughraieb
Marie-Christine Bravo		Stéphane Matias	
Jean-Luc Chervin			Véronique Mouiller
Pierre Coissard	X		
Jean-Marc Detour			Catherine Brun
Itidal Fadhloun Barboura	X		
Quentin Guillermin			Vickie Redeuilh
Fabien Lambert			Adina Lupu Bratiloveanu
Hélène Lapalus			Christian Dorange
Sébastien Lassaigue	X		
Christian Laurent			Eric Martin
Franck Maupetit			Annie Gérenton
Lucien Murzi			Edmond Bourgeon
Nabih Nejjar			Isabelle Berthelot
Mahdi Nouibat			Jean-Jacques Banchet
Gilles Passot			Marie-Laure Dana Burnichon
Jade Petit			Sandra Creuzet-Taite
Christophe Pion	X		
Stéphane Raphaël			Hervé Daval
Clotilde Robin			Yves Nicolin
Martine Roffat		Philippe Chatre	
Sophie Rotkopf			Corinne Troncy
Isabelle Valcourt	X		

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Pierre Devedeux.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités. Roannais Agglomération va devoir faire face à une augmentation de près de 300% de ses dépenses d'électricité puisque le montant de la facture devrait avoisiner les 2 millions d'euros alors qu'elle se montait à 633 000€ en 2022 !

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités dont plus de 600 000€ pour l'Agglomération.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, soit une perte de près de 20M€ sur la durée du précédent mandat, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public. Contrairement à l'État qui vote un budget en déficit les collectivités ont l'obligation de voter un budget équilibré.

Les suppressions de la taxe d'habitation et de la CVAE privent les collectivités d'une fiscalité locale dynamique qui est pourtant en relation directe avec l'action de ces mêmes collectivités sur leur territoire.

Ces mesures sont venues s'ajouter à un désengagement régulier de l'État sur le terrain qui s'est par exemple traduit par l'instauration de la taxe GEMAPI en 2021. C'est donc 1 million d'euros par an que le contribuable roannais devra maintenant prendre en charge en lieu et place de l'État et ce, sans compensation de ce dernier puisqu'il échappe au système de compensation des charges transférées auquel les collectivités sont pourtant soumises en cas de transfert de compétences.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'État n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

Roannais Agglomération soutient l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :

- d'indexer la DGF sur l'inflation 2023, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.

- soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression. Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, Roannais Agglomération demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

Dans l'attente et pour l'année 2023, Roannais Agglomération demande le versement intégral de la CVAE 2022 perçue par l'État cette année et qu'ainsi ce soit l'année 2022 qui serve d'année de référence au calcul d'une fraction de TVA nationale venant compenser la suppression de la CVAE pour les années suivantes.

- de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.
- de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA. Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.
- d'instaurer une commission d'évaluation des charges transférées qui permettrait de compenser le montant des dépenses et des charges transférées aux collectivités par l'Etat avec effet rétroactif sur la thématique GEMAPI.

Concernant la crise énergétique, Roannais Agglomération soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

1. Créer un bouclier énergétique d'urgence plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.
2. Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.
3. Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV) – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget.

En conséquence le Conseil communautaire de Roannais Agglomération exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de l'Agglomération, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne